

Du 15 octobre 1942.

N o t i c e .

Hier, 14 octobre, à 17 heures 15, j'ai reçu le Ministre d'Allemagne.

Notre entretien a porté d'abord et assez longuement sur la démarche faite par M. de Bibra, sur ordre du Ministère des Affaires étrangères, le vendredi 9, au sujet des survols de notre territoire par des avions anglais.

Je n'ai pas caché que j'avais été étonné et peiné (peinlich berührt) par cette démarche.

Etonné, parce que j'avais déjà, quelques jours auparavant, annoncé au Ministre d'Allemagne que nous avions protesté à Londres très énergiquement, que j'avais moi-même doublé cette protestation par un entretien très sérieux avec le Ministre d'Angleterre à Berne. Je ne comprenais donc pas qu'au Ministère des Affaires étrangères on ait pu supposer qu'aucune protestation n'avait eu lieu.

Peiné, parce que je ne m'expliquais pas qu'on puisse, à Berlin, douter un instant de notre volonté de faire tout ce qui est utile et possible pour nous défendre contre de pareilles incursions. J'aurais compris la démarche si, lors d'un deuxième survol, nous étions restés passifs. Mais la première fois on devait très bien comprendre pourquoi nous n'avons pu agir utilement. Le temps est très limité. Avant d'intervenir, il faut savoir si véritablement on est en présence d'un survol de quelque importance, quelle est la direction du vol. Il faut pour cela, surtout la nuit, un certain nombre d'observations. Quand elles sont recueillies, il est quelquefois trop tard pour agir. Au bout de 15 à 20 minutes, les avions ont quitté déjà notre ciel.



J'étais peiné aussi qu'on ait pu supposer que nous restions indifférents. Au contraire, le 1er octobre déjà, le Conseil fédéral avait doublé le nombre des troupes de défense anti-aérienne en service. Il se proposait d'en augmenter encore le nombre.

Quant aux survols des 2 et 6 octobre, comme celui du 12 au 13, ils étaient si incertains et si minimes que tout naturellement on devait saisir qu'aucune réaction n'ait eu lieu. A ce propos, j'ai très nettement attiré l'attention du Ministre sur notre désir d'éviter des incidents à la frontière. Il sait combien ils sont désagréables et dangereux. Lorsqu'il s'agit ainsi de frôlements, on ne peut savoir a priori et la nuit surtout quels sont les avions et les aviateurs en question, s'il s'agit d'erreur ou pas. Il ne manquerait plus que de descendre encore un pauvre pilote égaré venant d'Allemagne ou y rentrant. C'est alors qu'à Berlin on protesterait. Il devait comprendre cela et le faire comprendre.

Tout autre était la question des survols opératifs empruntant le ciel suisse. Là, nous ferions tout ce que nous pourrions. Encore faudrait-il que l'Allemagne nous livre les projecteurs qu'elle nous a toujours promis et qu'elle a retenus depuis 1940.

Le deuxième objet concernait le conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne pour les prisonniers de guerre.- Voir la lettre confirmative écrite à M. Köcher le 15.

Le troisième objet intéressait les aviateurs internés: c'était une pure mise au courant des démarches actuellement engagées par les Anglais auprès de la France et de l'Espagne pour le passage de leurs propres aviateurs.

Puis, M. Köcher a attiré mon attention sur l'attitude actuelle de la presse suisse. Il m'a signalé un certain nombre d'ar-

tibles dépassant les limites d'une opinion impartiale et pondérée. Il avait en vue surtout des articles du St. Galler Tagblatt, de la Berner Tagwacht, de la Thurgauer Arbeiterzeitung et de la Libera Stampa. Il faut reconnaître que ces articles ne correspondent pas du tout à l'attitude conseillée par le Gouvernement fédéral et à la position de la Suisse. M. Köcher attire très catégoriquement et très amicalement - il faut le souligner - mon attention sur les répercussions qui pourraient en résulter.

Bien entendu, je me défends contre une généralisation injuste: que certains journaux commettent des abus ne signifie pas que la presse suisse dans son ensemble adopte une attitude contraire à la neutralité. Mais il n'en reste pas moins que les abus commis sont commis et que ce sont eux qui attirent l'attention de l'extérieur, et non pas les articles corrects.

Je lui demande de faire son possible pour que les interprétations à Berlin ne soient pas passionnées, comme, de mon côté, je m'emploie toujours à prêcher chez nous le calme et la pondération. Mais - je ne me le cache pas, sans le lui dire - je suis inquiet. Notre presse et notre peuple font actuellement une spéculation dangereuse.

P. G.